



**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
AVEC
L'ASSOCIATION SPORTIVE DE QUETIGNY (ASQ)**

ENTRE :

La **Commune de Quetigny**, représentée par son Maire, M. Rémi DETANG, et désignée sous le terme "**la Commune**", d'une part ;

Et

L'Association Sportive de Quetigny, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 6 rue des Marronniers - 21800 QUETIGNY, représentée par son Président, M. Jean-Marie RAYNAL, et désignée sous le terme "**l'Association** », d'autre part ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le développement de la vie associative répond aux nécessités actuelles de satisfaire des besoins sociaux essentiels et de créer entre les citoyens des solidarités plus fortes.

Les structures associatives permettent en effet de répondre aux attentes en matière de création de lien social, loisir, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, de services collectifs. Elles sont aujourd'hui des acteurs à part entière de la vie sociale et leurs activités constituent souvent un prolongement nécessaire de l'action municipale.

Afin d'accompagner le mouvement associatif local et de contribuer au développement et à la pérennité de ses activités, "**la Commune**" souhaite :

- Assurer aux associations, dont les actions présentent une utilité sociale reconnue de tous au plan local, un concours destiné à leur permettre de poursuivre leurs activités,
- Rechercher les moyens qui apporteraient une information et une formation au mouvement associatif,
- Impliquer les associations à la réalisation d'actions en faveur des Quetignois-e-s et la participation à des événements municipaux.

Pour ce faire, "**la Commune**" propose de mettre en œuvre une politique de partenariat avec les associations locales, passant par la conclusion de conventions d'objectifs pluriannuelles.

Dans le cadre de sa politique sportive, et de sa politique associative, « "**la Commune**" souhaite conclure une convention avec le **L'Association Sportive de Quetigny** qui a pour objet de proposer des activités sportives, de promouvoir le lien social et d'impulser une dynamique participative des habitant-e-s.

Cette convention respectera, d'une part, les politiques publiques de "**la Commune**" et, d'autre part, l'objet de "**l'Association**", défini à l'article 1^{er} de ses statuts

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM18-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Considérant :

- Le projet initié et conçu par "**l'Association**" ;
- Les actions portées par "**l'Association**" sur le territoire de "**la Commune**" ;

Considérant l'intérêt communal de ce projet et ces actions qui s'inscrivent dans le cadre de la politique municipale en faveur des animations sportives et sociales proposées à la population ;

Considérant que le projet et les actions présentés par "**l'Association**" participent à cette politique ;

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre "**la Commune**" et "**l'Association**" qui se concrétise par :

- La détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et des moyens alloués par "**la Commune**" suivant les règles fixées dans la présente convention,
- La mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

Les objectifs principaux poursuivis par "**la Commune**" sont les suivants :

- Soutenir les associations dans leurs rôles déterminants en termes de lien social et d'équipements de proximité au service des familles et de l'ensemble des habitant-e-s, dans une perspective d'animation globale de la vie sociale des quartiers,
- Favoriser la participation de "**l'Association**" lors d'évènements de "**la Commune**" à destination des habitant-e-s,
- Mettre à disposition gratuitement des salles municipales ainsi que certains équipements sportifs en faveur d'une politique territoriale d'animation à destination des habitant-e-s,
- Faire respecter, comme dans toutes les associations soutenues par "**la Commune**", les principes de laïcité, lutter contre les discriminations ; faciliter l'accueil de publics en situation de handicap, de difficulté d'insertion sociale ou professionnelle ; favoriser la parité au sein de ses activités comme de son Conseil d'Administration ; adopter des pratiques soucieuses du développement durable,
- Soutenir "**l'Association**" dans la réalisation d'actions au sein du quartier prioritaire dans le cadre de la politique de la ville, notamment pour la recherche de financements dédiés au contrat de ville.

Par la présente convention, "**l'Association**" s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre les actions présentées dans son Projet sportif et dans le cadre des fiches actions travaillées avec "**la Commune**" et défini en annexe I à la présente convention.

La subvention municipale sera répartie en trois strates :

- Fonctionnement de la structure ASQ (*omnisports*)
 - o Fonctionnement Comité Directeur
 - o Personnels administratifs
 - o Honoraires CAPEC et Commissaires aux comptes
- Fonctionnement des sections
 - o Educateurs (charges sociales 50%)
 - o Equipements
 - o Encadrement
 - o Déplacements
 - o Arbitrage
- Actions portées par les sections, sur la base de fiches projets

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM18-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Ces actions se répartissent de la manière suivante (voir fiches actions en annexe) :

1) Sport pour tous

Déclinaisons :

- Accessibilité aux personnes handicapées
- Seniors (EHPAD)
- Intergénérationnel
- Animations d'été

2) Développement des pratiques sportives, ouverture à de nouveaux publics

Déclinaisons :

- Développement des pratiques féminines
- Découverte des sports
- Sport à l'école
- Animations enfance et jeunesse

3) Soutien au sport en compétition

Déclinaison :

- Haut niveau

4) Développement durable

Déclinaison :

- Développement de pratiques responsables et respectueuses de l'environnement

- **En lien avec des actions municipales** : coordination de "Un été pas comme les autres", journée de rentrée des associations, Octobre rose, actions en faveur du droit des femmes et de l'égalité.

ARTICLE 2 - DURÉE ET MODALITE DE CONTROLE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période d'une année, courant, rétroactivement, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

"L'Association" s'engage à fournir les documents suivants avant le 30 septembre 2024 :

- Des états prévisionnels pour l'année en cours ;
- Un compte de résultat et un bilan comptable établis pour l'année N-1 ;
- Un bilan qualitatif des actions réalisées dans le cadre de l'exécution de la présente convention ;
- Tout document attestant de la conformité des actions en lien avec les éléments prévisionnels, notamment un document synthétique récapitulant les actions menées dans le cadre des fiches actions en annexe de la présente convention.

ARTICLE 3 - MOYENS

3.1 MONTANT DE LA SUBVENTION

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget annuel de "la Commune".

Pour l'année 2024 :

➤ **Subvention de fonctionnement :**

"La Commune" contribue financièrement pour un montant de **218 000 €** au titre des actions énumérées ci-dessus, étant précisé que la subvention se décompose de la manière suivante :

- | | |
|--|----------|
| - Fonctionnement de la structure ASQ (<i>omnisports</i>) | 120 000€ |
| - Fonctionnement des sections | 94 000 € |

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM18-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

- Actions portées par les sections, sur la base de fiches projets
 - o Fiche action « Sport pour Tous » : 1 000 €
 - o Fiche action « Développement des pratiques sportives » : 1 000 €
 - o Fiche action « Développement durable » : 1 000 €
 - o Fiche action « Soutien Sport compétition » : 1 000 €

➤ **Subvention d'investissement :**

Par ailleurs, cette année "**l'Association**" peut présenter une demande de subvention d'investissement à "**la Commune**". Après validation du projet, ce dernier participe au financement du projet d'investissement dans la limite de 80% TTC, la participation minimale de "**l'Association**" devant être de 20%.

Pour l'année 2024, cette subvention d'investissement est fixée à hauteur de 12 500 € pour l'achat de mobilier destiné à la pratique d'activités sportives sera versée sur présentation des factures.

3.2 SOUTIENS LOGISTIQUES

Au regard de l'intérêt municipal que présente le contrat d'objectifs et de moyens, "**la Commune**" met gracieusement à disposition de "**l'Association**" des locaux situés au **6 rue des Marronniers à Quetigny** ainsi que divers espaces et salles municipales.

Une convention d'occupation précisant les modalités de mise à dispositions sera établie entre les parties.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention accordée dans le cadre de la présente convention sera versée selon l'échéancier défini ci-après :

En fonctionnement :

- 50 % du montant global de la subvention en juillet
- 50 % du montant global de la subvention en novembre

Le solde de la subvention sera conditionné par la réalisation d'un audit financier et organisationnel de **l'Association**.

En investissement : 12 500 € après présentation des factures.

La contribution financière est créditée au compte de "**l'Association**" selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de "**l'Association**", sur le fondement du relevé d'identité bancaire remis à "**la Commune**" dans le cadre du dossier de demande de subvention.

ARTICLE 5 - JUSTIFICATIFS

"**L'Association**" s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059) ;
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité et le bilan des fiches actions.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

"L'Association" informe sans délai "la Commune" de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, "l'Association" en informe "la Commune".

« L'association » s'engage à valoriser, notamment dans ses supports de communication (rapport d'activité, flyers, affiches...), le soutien financier et matériel apporté par « la Commune » en y apposant le logo de la Ville.

ARTICLE 7 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par "l'Association" sans l'accord écrit de "la Commune", celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par "l'Association" et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

"La Commune" informe "l'Association" de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 - CONTROLES DE « LA COMMUNE »

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par "la Commune". "L'Association" s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 **relatif aux subventions aux sociétés privées**. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

"La Commune" contrôle, à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, "la Commune" peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 9 - RENOUVELLEMENT – OPTION EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes.

ARTICLE 10 - AVENANT

Accusé de réception en préfecture
021-212105159-20240626-DG27062024CM18-DE
Date de télétransmission : 27/06/2024
Date de réception préfecture : 27/06/2024

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 12 - RÉILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 13 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Dijon.

Fait à Quetigny, le 2024

Pour "l'Association»,

Pour "la Commune",

Jean-Marie RAYNAL
Président ASQ

Rémi DETANG
Maire de Quetigny
Vice-Président de Dijon Métropole
Président de l'EPFL de Côte d'Or